

« Je suis presque comme féministe, mais... »

Les militantes maliennes de la cause des femmes au FSM de Nairobi : enjeux autour de l'appropriation et/ou rejet du(des) cadre(s) de mobilisation(s) féministe(s).

Introduction :

Les organisations et réseaux de femmes/ féministes se mobilisent de façon croissante sur les scènes mondiales depuis les années 1970. Mais, cette internationalisation des mouvements de femmes/féministes, célébrée pendant la Décennie des Femmes des Nations Unies, semble aujourd'hui en partie en « crise », comme en atteste par exemple l'absence de conférence internationale sur les femmes en 2005, pour célébrer Beijing + 10 (Druelle, 2004).

Cette crise est à la fois externe (due à la montée des fondamentalismes religieux, et à l'approfondissement de la mondialisation néolibérale et ses conséquences inégales sur les femmes) mais aussi et surtout interne : avec la critique de la dépolitisation du mouvement à travers notamment l'institutionnalisation *via* le système des Nations Unies, et son ONGisation (Falquet, 2003) ; mais aussi la crise de représentativité des groupes les plus visibles sur les scènes mondiales (qui sont en essentiellement nord américains, issus des courants du féminisme libéral),¹ et plus généralement la critique de l'hégémonie féministe occidentale, et le renforcement d'un projet féministe postcolonial (Weedon, 2002).

Certaines voix dans les mouvements de femmes/féministes considèrent que les altermondialismes,² dont l'émergence coïncide avec la « crise » que nous venons de décrire, sont une opportunité nouvelle à la fois pour repenser (approfondir) la pensée féministe en croisant sexisme et néolibéralisme, voire en formulant un discours fondé sur l'intersectionnalité race, classe, genre (Lamoureux, 2004) ; et permettre également d'approfondir d'un point de vue organisationnel les liens entre différents réseaux de femmes/féministes à l'échelle internationale.

« In the wake of growing contradictions and limits associated with the UN, the World Social Forum has created conditions of possibility for feminists that they could not produce alone » (Conway, 2007: 13).

Nous allons ici nous intéresser à une des dimensions de la crise de l'internationalisation des mouvements de femmes/féministes, à savoir la critique féministe postcoloniale, notamment formulée par les mouvements de femmes/féministes africains; et son expression dans le FSM ;

¹ Lors des discussions qui ont émergées autour de l'organisation d'une conférence internationale des femmes pour 2005, des critiques ont été formulées concernant le leadership marqué des organisations américaines dans les forums des ONG - notamment CWGL et WEDO (Druelle, 2004).

² Notons que l'altermondialisme peut être défini *a minima* comme un mouvement de protestation à l'échelle internationale contre le processus de mondialisation. Mais derrière le concept (faussement) homogénéisant, on retrouve surtout « une agrégation de formes de mobilisations ancrées dans des contextes sociaux, politiques et géographiques hétérogènes » (D. Mouchard, « Les altermondialistes », *Critique Internationale*, 27, avril- juin 2005, p 129) ce qui conduit à parler plutôt des « altermondialismes », voire de « l'espace de l'altermondialisme » (N. Mayer et J. Siméant, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue Française de Science Politique*, 54 (3), juin 2004, pp 373-378)

à travers l'analyse des discours et représentations des militantes maliennes de la cause des femmes participant au FSM de Nairobi 2007.³

Avant de commencer, il convient de fournir quelques points de repères, notamment en ce qui concerne ce qu'on a choisi de désigner sous le terme de « projet féministe postcolonial » dans le contexte africain. Notons qu'il s'agit en fait pour nous ici d'un cadre de réflexion permettant de penser la question du « féminisme » en Afrique en dehors de l'opposition entre multiculturalisme et projet féministe (Anthias, 2002).

1. *Mise en perspective historique des mouvements de femmes/féministes africains dans le contexte de l'internationalisation des mouvements de femmes.*

Un des acquis de la décennie des femmes, et des cycles de conférences qui ont suivis, a été la reconnaissance du « droit à la parole » des femmes de manière générale, mais surtout des femmes africaines (Sow, 1995). Toutefois, si les femmes africaines sont présentes sur les scènes internationales, elles restent souvent « désarmées » (Touré, 2001) dans ces grandes conférences qui manipulent des concepts et paradigmes avec lesquelles les femmes africaines (essentiellement organisées à partir d'associations de taille et influence modeste) sont peu familiarisées ; par ailleurs, cette parole (si elle est formulée) ne préfigure en rien qu'elle va être écoutée...

Progressivement, les mouvements de femmes/féministes africains (et du Sud en général, et aussi noires américaines, socialistes...) insérés dans ces espaces ont progressivement développé une **critique de l'hégémonie** des discours, pratiques et paradigmes féministes dominants, qui sont essentiellement considérés comme le produit de femmes blanches de classe moyenne, qui monopolisent la représentation des revendications féminines /féministes sur les scènes internationales.

« White mainstream feminist theory [...] does not speak to the experiences of Black women, and where it attempts to do so it is often from a racist perspective and reasoning » (Amos et Parmar, 1984: 4).

Au niveau académique, ces critiques alimentent un nouveau courant de pensée féministe, animé notamment par les féministes noire-américaines ou plus globalement issues de diasporas, et des féministes du Sud, désigné sous le vocable de « féminisme post-colonial ».⁴ Ce courant de pensée féministe hétérogène, prend appui sur une mise en évidence des multiples formes de la domination, dont celle de genre qu'il faut croiser avec les autres formes de dominations (coloniales, de classe, d'âge....).

Des réseaux de femmes/ féministes autonomes ou alternatifs ont émergé à partir (et en réaction à) ces scènes internationales : notamment DAWN⁵ au niveau des femmes du Sud, et

³ On peut définir *a minima* la cause des femmes, comme un ensemble d'idées orientées en action fondées d'une part sur la reconnaissance d'une injustice, l'oppression des femmes et les inégalités qui en découlent ; et d'autre part sur la certitude que quelque chose peut être fait à son encontre. Les « militant-e-s » de la cause des femmes, sont ainsi des individus qui développent des revendications et/ou organisent des actions orientées vers les objectifs décrits précédemment.

⁴ Voir notamment le numéro spécial de la revue féministe académique *Signs* en 1995 portant sur : *Postcolonial, Indigenous and Emergent Feminism*.

⁵ *Developing Alternatives for a New Era* (DAWN) est un réseau féministe du Sud, qui a été initié peu avant la conférence de Nairobi, et qui a présenté lors du Forum des ONG un texte fondateur : « *Development, Crises and Alternative Visions. Third World Women's Perspectives* », dans laquelle l'accent est mis sur la dimension macroéconomique, souvent éludée dans les précédentes conférences mondiales sur les femmes. Par la suite,

AFARD⁶ et FEMNET⁷ pour les femmes africaines. Ils sont porteurs d'un discours contestataire du féminisme dominant, remettant en cause « l'hégémonie des mouvements féministes occidentaux [qui] se fait ressentir dans la façon dont on envisage le problème » (Touré, 2001 : 2) et proposant de « dépasser le mythe de la convergence des intérêts pour bâtir les bases d'une véritable sororité » (Touré, 2001 : 10).

Les conférences internationales sur les femmes (et notamment le forum des ONG) et d'autres conférences thématiques dans les années 1980 et 1990 ont constitué des espaces où ces tensions et critiques se sont matérialisées. Le plus souvent, elles se sont cristallisées autour d'une controverse symbolique : les MGF à Copenhague en 1980, l'avortement au Caire en 1994 et l'orientation sexuelle à Beijing en 1995. « Les femmes d'Afrique noires [...] auraient simplement aimé que cette solidarité soit plus effective dans d'autres questions cruciales » (Touré, 2001 : 9), notamment dans les domaines liées au développement.

A partir des années 1980, des critiques précises sont ainsi progressivement formulées et diffusées lors de ces événements internationaux notamment, remettant en cause d'une part l'hégémonie des réseaux féministes occidentaux dans les espaces internationaux de défense de la cause des femmes (Druelle, 2004); et les paradigmes dominants concomitants la cause des femmes, tels qu'ils sont notamment consacrés lors des grandes conférences (Baden et Goetz, 1997) : que ce soit le discours Femmes et Développement lors de la conférence de Nairobi en 1985 (Touré, 2001), puis Genre et Développement dans les années 1990, et enfin la consécration des droits des femmes et du *gender mainstreaming* lors de la conférence Beijing en 1995 (Harcourt 2006). La diffusion de ces nouveaux « bréviaires » de la cause des femmes se fait également *via* les chercheurs, les experts transnationaux, les programmes des agences de développement etc. Par exemple, en 1995, la Banque Mondiale lance *Toward Gender Equality: the Role of Public Policy* qui introduit son approche « genre », s'inspirant notamment des travaux de Caroline Moser.⁸ Cela est dénoncé lors de la conférence de Beijing par exemple par une organisation féministe philippine (*Revolutionary Women of the Philippines*) qui diffuse une brochure intitulée : *The Gender Trap: an Imperialist Scheme for Co-opting the World's Women* (Baden et Goetz, 1997).

Des espaces autonomes (vis-à-vis des conférences internationales de la Décennie des Femmes) ont également vu le jour, visant à développer et consolider des alternatives aux mouvements internationaux de femmes, tels que définis et encadrés par ces conférences et les réseaux qui les dominent. On peut citer par exemple, la conférence inaugurale de l'AFARD en 1977 qui vise à « Décoloniser le féminisme ». Plus récemment, on peut également souligner dans le cadre du Forum Social Mondial, l'espace de discussion original qui a été initié en 2004, sous l'impulsion des réseaux féministes dont DAWN et FEMNET : les

DAWN a développé tout un argumentaire soulignant les effets négatifs des Programmes d'Ajustement Structurel sur les femmes.

⁶ L'Association des Femmes Africaines pour le Recherche et le Développement (AFARD) a été créée à Dakar en 1977 lors d'une conférence inaugurale au titre explicite : « Pour la décolonisation du féminisme »...

⁷ *African Women's Development and Communication Network* ou FEMNET, est un réseau panafricain de défense de la cause des femmes, fondé en 1988 en Tanzanie et qui a été très actif dans l'organisation du Forum des ONG lors de la conférence de Beijing en 1995. Il est aujourd'hui impliqué dans un plaidoyer actif au niveau des instances sous régionales (africaines) en faveur de l'application du Protocole de Maputo (relatif aux droits des femmes) de 2003. Il a co-organisé également les Dialogues Féministes lors du FSM de Bamako et de Nairobi.

⁸ C. Moser, « Gender Planning in the Third World: Meeting Practical Need and Strategic Need », *World Development*, vol. 17 (11), 1989; C. Moser, *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Thinking*, Routledge, Londres et New York, 1993.

Dialogues Féministes. Fondés sur le principe du respect des différences, cet espace cherche cependant à participer à l'approfondissement d'un mouvement transnational de femmes/féministes. Lors de sa première édition à Mumbai, une session était par exemple consacrée aux droits humains et des critiques ont été faites quant à l'instrumentalisation de cette thématique par le biais du système des Nations Unies.

En Afrique, certaines de ces critiques se sont traduites par une déconstruction du « féminisme » en tant qu'idéologie et mouvement social (Offen, 1988) mais aussi en tant que catégorie de mobilisation.

“When woman on the continent say “I am not a feminist”, they continue with the disclaimer, “but I do believe in women’s equality”, a disclaimer that points to the reluctance to name and own a feminist ideology. In Africa, feminism is a contested term. [...] [Feminism] is seen as an elite, bourgeois phenomenon, an invention of the West with no real value, or meaning in for African women”. (Essof, 2001: 124)

“Feminism, through its representation by african women’s movements, has become seen as anti-family, anti-marriage, anti-children and perhaps anti-religion, not to mention anti-men” (Habasonda, 2002: 103).

Préoccupées par les dangers du plaquage d'un modèle unique, faisant du « féminisme » un dogme, la majorité des militantes africaines de la cause des femmes semblent réticentes à s'auto identifier comme « féministe ».

Pour comprendre ce paradoxe du rejet du « féminisme » par les mouvements de femmes africains, il faut restituer l'historicité propre de ces mouvements (Mama, 2005). En effet, les trajectoires de ces mouvements coïncident avec les mouvements de libération face aux différentes formes d'oppression : les premiers mouvements de femmes se sont développés en Afrique contre l'esclavage, puis surtout contre la colonisation, et/ou contre le racisme (notamment en Afrique du Sud). Cela a des conséquences importantes pour le développement de ces mouvements une fois l'indépendance acquise, qui doivent à la fois poursuivre la lutte pour l'égalité de genre, mais également contre les autres formes de domination y compris néo coloniales, avec lesquelles ils sont étroitement liés. Cela se répercute au niveau des militant-e-s africain-e-s de la cause des femmes.

« African women find themselves carefully balancing their conflicting forces, trying to achieve greater public involvement for themselves while supporting the right of African States to be autonomous » (Mikell, 1997 : 2).

C'est dans ce contexte que l'on doit comprendre le rejet récurrent du label « féministe ». Les mouvements de femmes africains sont confrontés à une contre-accusation d'impérialisme féminisme occidental sur leurs terrains nationaux. Si ces accusations sont certes en partie fondées sur un anti-féminisme classique instrumentalisant le thème de l'occidentalisation pour défendre des thèses conservatrices patriarcales ; ce rejet est également largement relayé par les femmes et militantes africaines. Il exprime alors surtout une volonté d'autonomisation des mouvements africains qui passe symboliquement par une appropriation de termes. Il se développe aussi bien dans les champs académiques (notamment en sciences sociales)⁹ et dans

⁹ Le CODESRIA, centre de recherche basé à Dakar, joue un rôle essentiel dans la remise en cause de l'hégémonie occidentale dans la recherche sur l'Afrique. Dès 1991, un séminaire a été organisé sur le thème du genre, qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage rassemblant les contributions de nombreuses chercheuses africaines : A. Imam, A. Mama et F. Sow (dir.), *Engendering African Social Sciences*, CODESRIA, Dakar, 1997. Une traduction en français a également été publiée ultérieurement.

la littéraires),¹⁰ que dans les champs militants. En d'autres termes, ce rejet du « féminisme » doit se comprendre essentiellement au regard de l'appel de la féministe Cherrie Moraga :

“We need a new language, better words that can more closely describe women's fear of and resistance to one another; words that will not always come out sounding like dogma.” (Moraga 1981: 30).

Plusieurs positions sont dès lors possibles, mais elles dépendent nécessairement des ressources de chacun-e-s des militant-e-s et de leurs réseaux. Soit cette accusation est radicalement contournée, en la considérant et la présentant comme une manifestation des tensions patriarcales, et en revendiquant au contraire une identité féministe indispensable pour transformer leurs sociétés. C'est le cas par exemple des intellectuelles féministes africaines (à majorité anglophone) qui se sont rencontrées lors du premier Forum Féministe Africain, organisé à Accra en novembre 2006 (et soutenu par les membres des réseaux DAWN et FEMNET). Le contenu de la Charte des Principes Féministes pour les Féministes Africaines, qui a été rédigée à l'issue de cette rencontre est explicite :

« We recognize that [...]the process of naming is political too. Choosing to name ourselves Feminists places us in a clear ideological position [...] Our feminist identity is not qualified with “Ifs”, “Buts”, or “However”. We are feminists. Full stop”.
(*Charter of Feminist Principles for African Feminists*, Préambule, Accra, Novembre 2006)

Soit, cela peut passer par le développement de discours et modalités de mobilisation *différents* à l'image par exemple du *womanism* (développé par Alice Walker notamment)¹¹ qui met l'accent sur les dimensions relationnelles entre les femmes, par opposition à l'individualisme de certaines théories féministes (libérales) occidentales ; du « *stiwanism* » ou *Social Transformation Including Women in Africa* (de Molaria Ogundipe Leslie), du *negofeminism* ou féminisme de négociation, du féminisme musulman, etc.

Soit enfin (ce qui semble plus généralisé) les mouvements de femmes/féministes africains peuvent également choisir d'adapter les analyses qui sont rattachées au concept de féminisme, selon le principe :

« retain the concept of feminism and make it our own by filling the name with meaning » (Essof, 2002 : 125)

Mais quelque soit la position adoptée, cette « querelle sémantique » récurrente semble surtout témoigner d'un processus, long et erratique, d'appropriation des cadres de mobilisation autour de la cause des femmes, par les militantes africaines.

Nous proposons ainsi de mieux saisir les modalités de cette appropriation, à partir d'une étude 2007 sur les discours et pratiques de militantes africaines (maliennes) insérées dans un espace internationalisé, le FSM de Nairobi.

2. Pourquoi étudier le FSM ?

En effet, replacée dans **le contexte spécifique du FSM**, la problématique que nous venons de présenter, révèle toute sa richesse et complexité. Choisir le FSM comme point d'appui dans notre recherche revêt un triple intérêt du FSM.

¹⁰ Voir notamment : S. Arndt, « Perspectives on African feminism : defining and classifying African feminist literature », *Agenda*, vol. 54, 2002, pp 31- 44.

¹¹ Cette approche a surtout été développée par les Africaines-Américaines.

D'une part d'un point de vue méthodologique : la tenue du Forum Social Mondial constitue pour nous l'occasion de saisir, dans un temps et un espace limités, les logiques (tensions et intégration) des interactions entre acteurs relevant d'espaces nationaux différents.

D'autre part, ce FSM revêt aussi une importance particulière en 2007 pour les militant-e-s africain-es parce que cette année il est organisé en Afrique, avec théoriquement une participation plus importante des acteurs africains.

Enfin et surtout le FSM constitue pour les militant-e-s de la cause des femmes un espace internationalisé d'une nature particulière puisqu'il est fondé sur la remise en cause de toutes les formes de domination. Cet espace contestataire se caractérise ainsi *a priori* par une proximité, sinon une mutualité avec certains aspects des critiques et revendications contenues dans les discours féministes. (Lamoureux 2004), offrant ainsi (en théorie) un terrain propice pour le développement et l'approfondissement du projet féministe postcolonial.

Donc, la participation des militantes africaines/ maliennes de la cause des femmes au FSM de Nairobi s'insère dans ce double contexte : d'une part de rapport complexe aux mouvements de femmes/féministes à vocation universaliste, qui dominent les scènes internationales de manière générale ; et d'autre part d'un FSM qui favorise (rait) *a priori* l'expression de discours féministes « alternatifs ».

3. Pourquoi étudier des militant-e-s maliennes ?

Il s'agit d'abord d'expliquer pourquoi nous avons choisi de nous concentrer sur un cas national et pourquoi, ensuite, sur le cas malien.

D'un point de vue épistémologique d'abord au regard de **l'objet « FSM »**. Il apparaît que les logiques transnationales qui donnent naissance à ces forums altermondialistes ne peuvent se comprendre en dehors des cadres de référence et de mobilisation nationaux des acteurs impliqués. Isabelle Sommier et Eric Agrikoliansky, présentant les résultats d'une enquête collective menée lors du Forum Social Européen (à Saint Denis en 2003), invitent ainsi paradoxalement à « considérer l'altermondialisme à travers l'histoire des ancrages nationaux ». ¹²

Par ailleurs la dimension largement « imaginée » ¹³ du forum rend difficile d'en saisir les logiques qui apparaissent très « mouvantes » et multiformes.

« Ce caractère imaginé du mouvement est attribuable au fait que chaque personne est d'abord et avant tout impliquée sur un plan local et sectoriel. Le mouvement fait cependant ensemble à des moments précis : les grandes manifestations, les forums sociaux. Toutefois, l'essentiel de son action se passe ailleurs. » (Lamoureux, 2004 : 175)

Se concentrer sur les ancrages nationaux permet d'avoir des points de repères plus stables.

Enfin, cela se justifie également au regard de **l'objet « cause des femmes »**, dont nous tentons ici précisément de saisir les traductions et impacts au niveau national, qui reste le niveau pertinent d'action.

D'autre part, le choix spécifiquement du terrain malien s'explique par la spécificité nationale de l'insertion de ses mouvements sociaux dans les altermondialismes. ¹⁴ En effet,

¹² I. Sommier et E. Agrikoliansky, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris, 2005, p 10.

¹³ En s'inspirant des "communautés imaginées" telles que décrites par: B. Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1983.

contrairement à la majorité des pays africains, où les mouvements sociaux sont en général encore faiblement structurés dans - ou rattachés à- l'espace des altermondialistes, le Mali (à l'instar du Kenya, pays organisateur du présent forum) présente l'image d'un réseau altermondialiste aux ancrages nationaux importants, articulé notamment autour de deux figures (féminines) emblématiques de deux visions altermondialistes (Touré, 2003): Aminata Dramane Traoré, jet-setteuse de l'altermondialisme et présidente du FORAM (Forum pour l'Autre Mali); et Aminata Barry Touré, ou altermondialiste « par le bas », à la tête de la section malienne de Jubilé 2000 et fondatrice du Forum des Peuples (ou forum des pauvres) qui se tient chaque année en parallèle au G8.¹⁵ Ce dynamisme des mouvements sociaux nationaux avait d'ailleurs largement motivé le choix de Bamako pour l'organisation du précédent FSM (polycentré) en 2006. D'ailleurs, la participation importante des militant-e-s malien-ne-s lors du FSM de Nairobi doit se comprendre également au regard de cette dynamique.

4. Méthodologie et hypothèse de recherche.

Notre étude est fondée principalement sur des entretiens semi-dirigés réalisés avec des militantes maliennes participant au FSM de Nairobi, complétés par l'observation des ateliers auxquelles elles participaient, et de quelques entretiens avec d'autres militant-e-s africain-e-s permettant de dégager éventuellement des pistes de réflexion supplémentaires. Notons plus précisément que les femmes maliennes interviewées dans le cadre de cette étude, ont été sélectionnées sur la base du double critère de leur nationalité, croisé avec leur participation - dans le panel et/ ou dans le public- à un atelier au FSM dont le thème proposait explicitement une perspective de genre. Nous avons ainsi réaliser 5 entretiens (liste en fin de document).

Nous avons élaboré une grille de lecture de ces entretiens à partir de notre problématique générale, articulée autour de quatre axes de réflexion : les éléments de socialisation militante d'une part ; la formulation de leur engagement dans la cause des femmes de façon plus spécifique (comment définissent-elles la cause des femmes ? revendiquent-elles une spécificité dans leur analyse ou dans les formes de leur lutte ? si oui, par rapport à qui ou à quoi ?) ; l'expression (ou non) de contraintes liées à l'engagement dans l'espace national (de quelles manières ces militantes sont-elles confrontées à des difficultés particulières dans leur pays pour développer et ancrer leur engagement ? Comment l'expriment-elles ? Comment les gèrent-elles ?) ; et enfin leur positionnement à la fois idéologique (critique ou au contraire appropriation discours dominant ? lesquels ?) et pratique (mise en réseau ? lesquels ?...) dans les espaces internationaux de la cause des femmes.

Nous allons présenter ici les résultats de l'application de cette grille de lecture, avant de dégager quelques pistes de réflexion plus générales permettant d'expliquer certaines des régularités observées dans les récits de ces militantes maliennes de la cause des femmes. Ainsi après avoir analysé le profil des militantes rencontrées, et les cadres de mobilisation autour de la cause des femmes en tensions dans leur(s) engagement(s) (1) ; nous tenterons de

¹⁴ D'autre part (et de façon plus pragmatique) ce choix s'explique aussi par la proximité avec le terrain malien du fait de ma thèse (en cours) qui porte sur : *Saisir l'Etat en action à partir de l'étude des politiques de lutte contre les MGF au Mali et au Kenya* (thèse de doctorat en sciences politiques, Centre d'Etudes d'Afrique Noire, Science Po Bordeaux).

¹⁵ La dernière édition a eu lieu du 4 au 8 juin à Sikasso, Mali. Voir : <http://www.forumdespeuples.org>

comprendre ces tensions au regard des identités multiples et des stratégies d'extraversion qu'elles développent (2).

*

1. Profil des militantes et identification des cadres de mobilisation de la cause des femmes.

a. Profil des militantes.

Les militantes maliennes que nous avons rencontrées sont d'origine sociale (et ethnique) assez diverses, mais elles ont toutefois toutes grandi dans un environnement socio-économique qui leur a permis de faire des études supérieures. Certaines soulignent ainsi l'importance d'un père ou d'un oncle (souvent fonctionnaire et/ou militaire), particulièrement favorable à l'éducation des filles. Elles appartiennent à peu près toutes à la même génération (elles ont entre 45 et 55 ans) : ainsi, les plus âgées ont connu la colonisation dans leur tendre enfance, et toutes avaient entre 30 et 40 ans au moment de la démocratisation (à laquelle nombre d'entre elles ont participé à travers les associations et mouvements dans lesquelles elles étaient déjà insérées).

Elles ont toutes réalisé leurs études supérieures à Bamako (ou au Niger pour l'une d'elles), et seulement une poignée d'entre elles a ensuite eu l'opportunité de compléter cette formation par des courts séjours à l'étranger (France, Israël). Deux sont enseignantes (histoire géographie, anglais), une est ingénieure agricole, une autre anesthésiste, et une autre enfin fonctionnaire de l'administration territoriale. Toutes ont exercé ces métiers pendant plusieurs années avant de se consacrer (entièrement ou partiellement) à leur engagement associatif en faveur de la cause des femmes. Ce choix a été rendu possible pour la plupart d'entre elles, soit par les revenus suffisants de leur conjoint (elles sont toutes mariées, mais une est veuve), soit par une mise en disponibilité dans leur administration qui leur assure un revenu minimum.

La plupart d'entre elles ont manifesté un enthousiasme précoce pour l'engagement, sous toutes ses formes : à travers les mouvements de jeunesse (du parti unique), les activités scolaires (représentants de classe...) ou extra scolaires (sportives...).

« Depuis que je suis jeune, j'ai tout le temps aimé les activités des jeunes, j'étais tout le temps dans les mouvements sociaux... [...] je me suis toujours battue contre l'injustice ». (Entretien 1)

« J'ai toujours été militante, depuis ma première année d'école. Je suis toujours impliquée dans les activités ». (Entretien 5).

Cet engagement s'est poursuivi au cours de leurs études supérieures ; et leur diplôme en poche, elles s'investissent dans le syndicalisme (enseignant) et/ ou le monde associatif (souvent avec leurs camarades de promotion). L'école constitue pour ces femmes un « creuset de l'apprentissage de la prise de parole au nom de tous » (J. Siméant et M.E. Pommerolle, 2007).

Mais à côté de ces trajectoires de socialisation militante « classique », pour d'autres, l'engagement apparaît beaucoup plus circonstanciel : rien ne les prédestinait *a priori* à porter une cause :

« C'est une situation spécifique qui a conduit à mon engagement ». (Entretien 2)

Dans ces cas, elles ont été confrontées à une situation qu'elles ont jugée injuste, et contre laquelle elles considéraient (surtout) pouvoir faire quelque chose : comme par exemple, l'éclatement de conflits dans la région du Nord du Mali pour l'une d'entre elles, et le décès d'une élève (des séquelles de l'excision) pour une autre. Dans ce dernier cas, il s'agit même de l'accomplissement d'une véritable mission :

« Au décès d'une de mes élèves [...] j'ai eu l'impression que j'avais été appelée... »
(Entretien 4).

Elle devient alors animatrice en santé de la reproduction, recrutée pour le compte d'une association malienne pionnière dans ce domaine. Ce changement de trajectoire est ensuite vécu dans la continuité plutôt que dans la rupture :

« Je me suis toujours dit que c'est peut être mon engagement professionnel [elle est enseignante] qui m'a permis de réussir » (Entretien 4).

Toutes ces femmes sont aujourd'hui à la tête d'associations au Mali : de statuts, tailles et mandats divers (santé, droits, éducation, paix...), elles ont cependant ceci de commun d'être toutes centrées autour de la cause des femmes.¹⁶ Il est d'ailleurs intéressant de noter que toutes ces femmes sont engagées dans de multiples associations, et sont souvent membres de plusieurs réseaux. Cela atteste d'un fort ancrage militant national, qui s'accompagne également d'une **reconnaissance et/ou engagement par-delà les frontières maliennes**. Cela peut prendre plusieurs formes, notamment : la nomination parmi les 1000 femmes présentées pour le prix Nobel de la Paix (pour 2005), la participation à un réseau panafricain (FEMNET), l'inclusion dans les réseaux altermondialistes maliens (CADTM, Alliance contre le Pauvreté au Mali...) ou internationaux (Marche Mondiale des Femmes) et plus généralement par des déplacements fréquents à l'étranger pour répondre à des invitations de partenaires, pour des formations, pour des conférences ou autres événements, etc.

« J'ai fait beaucoup d'instances syndicales au niveau national, régional et international : je suis membre de l'internationale de l'éducation pour la [sous] région [...] Je sors d'un avion pour aller dans un autre [...] Je ne fais pas une semaine à Bamako ! » (Entretien 1).

Leurs liens avec les mouvements altermondialistes, que ce soit à travers le Forum Social Africain, le Forum Social Mondial, ou les diverses organisations et réseaux qui gravitent dans ces espaces (maliens ou transnationaux, comme par exemple la Marche Mondiale des Femmes), sont assez hétérogènes. Elles ont toutes participé au FSM à Bamako en 2006, et certaines sont également actives dans des espaces nationaux altermondialistes, à travers le CADTM, et / ou ponctuellement à travers le Forum des Peuples, ou le Forum sur la Souveraineté Alimentaire *Nyeleni* (février 2007). Une seule pourtant (de nos interviewées) est membre active de la CADTM : elle est même le point focal de *Global Call to Action Against Poverty* (GCAP) au Mali.

Pour les autres, il est intéressant de noter que les **liens avec l'altermondialisme sont très personnalisés**, à travers une relation personnelle entretenue avec la *leader* malienne Aminata Barry Touré (qui est une « amie » pour la plupart d'entre elles) :

« C'est Mme Barry qui m'a obligé [à venir au FSM 2007]... je ne comprenais pas bien... j'avais peur de ne pas m'y retrouver... en tous cas, Mme Barry m'a encouragé, c'est une amie ». (Entretien 2).

¹⁶ Elles sont donc en quelque sorte l'expression de la branche « ONG » des militants au FSM (par opposition aux membres des mouvements sociaux). M. E. Pommerolle et J. Siméant, 2007.

« C'est à la dernière minute que Aminata m'a dit : « alors on ne t'a pas vu alors que tu étais sollicitée par tes partenaires ». (Entretien 4) au sujet de sa non participation au FSA qui s'est tenu en janvier 2002 à Bamako.

D'ailleurs, cette personnalisation sélective s'accompagne d'une critique de l'autre *pasionaria* des réseaux altermondialistes maliens, Aminata Traoré :

« Quand j'ai vu l'organisation du [FSM en 2006 au] Mali, cela a été un scandale ! Et pourtant cette dame [A.Traoré] est toujours celle qui crie 'un autre monde est possible' [...] Les gens qui défendent les droits des femmes sont ceux qui les exploitent, c'est un paradoxe ! » (Entretien 4).

La participation hétérogène aux mouvements et réseaux altermondialistes (maliens et autres) produit des positionnements également différents vis-à-vis du Forum Social Mondial : si quelques unes perçoivent le FSM comme :

« Une tribune d'expression populaire [...] pour toutes les couches sociales qui se sentent,... enfin qui ne sont pas intégrées aux instances de décision. C'est une occasion pour eux d'exprimer leur pensée, leur vision et leurs stratégies. Particulièrement en Afrique ! » (Entretien 1)

La plupart d'entre elles ont une approche plus pragmatique du forum, qui leur permet de « faire des connaissances » (Entretien 3), de « rencontrer des femmes d'autres pays qui ont d'autres sensibilités, d'autres façons de voir les choses » (Entretien 4) voire surtout de prendre des contacts :

« Il y a en beaucoup qui sont descendus [à mon hôtel], et il y a en qui sont venus d'Europe, d'Espagne... Ce sont des journalistes qui sont en train de chercher des personnes contacts pour les questions de développement... On les a rencontré [...] ils nous ont dit qu'ils cherchaient des Africaines en Afrique de l'Ouest, ou quelque chose comme ça. [...] Ils ont pris nos contacts : ils ont dit qu'ils avaient beaucoup d'argent, mais pas beaucoup de contacts... [...] et qu'ils veulent être plus présents en Afrique subsaharienne...ou quelque chose comme ça... » (Entretien 4)

Surtout, il est important de considérer que ces militantes n'appartiennent pas aux « élites mondialisées » des ONG africaines, le plus souvent issues de classes sociales aisées, telles qu'elles se donnent à voir notamment à travers les membres du Forum Social Africain. (M.E. Pommerolle et J. Siméant, 2007).

b. Quelle(s) formulation(s) de la cause des femmes ?

De manière générale, les militantes maliennes que nous avons interrogées développent une approche de la cause des femmes qu'elles présentent comme **singulière**, en s'appuyant sur un « nous » qui englobe les femmes africaines (exclusivement).

Cette solidarité implicite des femmes africaines est particulièrement visible lors d'un entretien, où le « nous » glisse progressivement de la désignation des femmes au niveau international, aux femmes africaines spécifiquement :

« Cela [le FSM] nous permet d'échanger nos expériences et cela nous permet de créer des liens, des relations. Parce que sans réseaux, sans une grande chaîne de solidarité entre les femmes, on ne pourra pas résoudre les différents combats que nous sommes en train de mener dans nos différents pays.[...] Il faut que nos mouvements soient forts ![...] C'est une tribune mondiale pour les femmes du monde entier [...] »

Puis elle poursuit :

« Nous sommes marginalisées, nous sommes pauvres, nous sommes parmi les plus pauvres, nous sommes les plus grandes victimes du VIH sida, nous avons des problèmes de santé, des problèmes d'éducation... il y a très peu de filles qui vont à l'école, qui sont inscrites... cela nous cause crée des handicaps » (Entretien 1).

Cela se traduit par des **définitions souvent « en creux », ou en négatif de leur engagement en faveur de la cause des femmes :**

« Nous ne parlons pas de nous mettre face à face avec les hommes, et de faire la bagarre [...] cela montre qu'on les considère [...] au lieu de leur tenir tête » (Entretien 5)

« Parce qu'il ne faut pas que le combat soit uniquement mené par les femmes... il faut que nos combats soient communs, il faut qu'on soit avec les hommes, parce que si les hommes ne nous comprennent pas, si on n'est pas avec les hommes pour expliquer nos problèmes... comment voulez vous que les problèmes se résolvent sinon? » (Entretien 1).

« Il ne faut pas continuer à revendiquer sur le négatif de l'homme » (Entretien 2).

« On dit souvent que genre ce sont les femmes, mais pourtant... » (Entretien 3)

Cela semble bien correspondre à la « parole des africaines » sur les scènes internationales, telle que décrite par la sociologue sénégalaise Fatou Sow : « les Africaines ont dénoncé la marginalisation des femmes mais *différemment*, tant dans le contenu que dans la forme, et surtout sans l'agressivité féministe dont elles se défendaient bien » (Sow, 1995 : 176).

Cette différence se traduit en effet ici par un renoncement implicite à « l'agressivité féministe » à travers un discours fondé sur **une remise en cause modérée des rapports sociaux de sexe**. Il ne s'agit pas de remettre totalement à plat les rapports entre les hommes et les femmes, mais de favoriser l'implication des hommes dans l'amélioration du sort des femmes... Ainsi, une de nos interlocutrices met en avant un des acquis dans la lutte des femmes, c'est précisément l'implication des hommes :

« Souvent on les traite de féministes, ou de pro-femmes ! » (Entretien 1).

Une autre propose une définition quasi euphémisée de son engagement :

« Je me bats pour la cause juste, il faudrait que les femmes se sentent plus à l'aise... » (Entretien 2).

En tous cas, à travers ces formulations, on note une certaine volonté de neutralisation des éléments conflictuels, voire confrontationnels de leur engagement, et un souci permanent pour ces militantes de présenter leur cause de façon non polarisée (les hommes *contre* les femmes et vice-versa), qui correspond (pour elles) aux réalités de leur quotidien. Il s'agit ici d'une forme de « légitimisme culturel » (M. E. Pommerolle et J. Siméant, 2007), c'est-à-dire une volonté d'affirmer leur authenticité africaine. Cela se traduit par le fait qu'elles semblent ainsi d'accord pour « *défendre les droits des femmes* » (Entretien 1, 3 et 4), sans pour autant mettre de côté celui des hommes ... (Entretien 1)

Les revendications sont par contre formulées de façon plus hétérogènes : certaines mettent en avant la nécessité de l'intégration des femmes au niveau économique et politique (Entretien 1), mais la plupart d'entre elles font une priorisation différente de la cause, soit centrée sur une perspective plus politique :

«... pour que les préoccupations des femmes soient prises en compte par les décideurs » (Entretien 4)

Ou économique :

« Ce n'est pas que les femmes que nous défendons, mais toutes les couches marginalisées, dont les femmes font parties » (Entretien 3).

Certaines proposent une vision essentialiste (voire conservatrice) de « la » femme, comme ici où cette militante justifie le rôle quasi naturel des femmes dans la résolution des conflits en affirmant sa capacité de neutralité :

« La femme est universelle, elle n'a pas de pays, pas de continent, elle va là où vont ses enfants » (Entretien 2)

Tandis que d'autres mobilisent des référents plus contestataires, dénonçant les institutions du « patriarcat » (Entretien 1), et les mécanismes de leur reproduction sociale et culturelle :

« On loue la femme, mais au fond c'est pour mieux l'utiliser ! Quand on dit que tu es le pilier de la famille... je vais me tuer à la tâche, je vais accepter beaucoup de choses ! ... parce qu'on me dit que si tu n'acceptes pas, tes enfants ne seront pas bénis, qu'ils ne vont pas s'en sortir dans la vie » (Entretien 4).

c. Les contraintes liées à l'engagement dans la cause des femmes au niveau national.

Mais, ces formulations différentes de la cause des femmes (telles qu'exprimées par les militantes que nous avons rencontrées) semblent surtout s'articuler autour d'une **perception commune des résistances et contraintes face à la cause des femmes dans l'espace public malien, et les tensions supplémentaires dans les espaces internationalisés.**

En effet, si les définitions de leur cause sont le plus souvent « neutres », cela semble, dans un premier temps, la seule façon pour elles de faire passer quelques revendications dans une société qui reste encore profondément conservatrice quant aux dynamiques des rôles sociaux des hommes et des femmes.

Le récit de cette militante impliquée dans la réforme du Code de la Famille, menacée dans son propre mariage pour avoir pris des positions contraires aux groupes religieux conservateurs, est assez représentatif des pesanteurs socioculturelles qui contraignent l'expression de revendications féminines réformatrices :

« Moi j'ai un histoire terrible, mon mari a failli me divorcer, à cause des islamistes qui ont fait des nuisances. Ils sont allés former une grande délégation pour aller dire à mon mari [...] que j'étais à une conférence où j'ai insulté le Coran, que je me suis dépravée, que j'ai insulté tous les hommes dans la salle... ». (Entretien 1)

Le récit de cette autre militante, impliquée dans une formation sur la santé de la reproduction, révèle les mêmes blocages :

« Quand il s'agit du sexe de la femme et de l'homme, elles [les formatrices précédentes] n'ont pas pu parler de ça ! [...] Moi, pendant les premières années, j'ai reçu beaucoup d'insultes ! » (Entretien 4).

Ces résistances socio-culturelles se répercutent dans le champ des possibles des mobilisations des femmes maliennes.

Toute confrontation directe étant impossible, voire contreproductive, ces militantes doivent en permanence trouver des solutions de contournement. Si cela peut *a priori* passer le plus souvent par le dialogue (dans le premier cas, elle a rencontré avec son mari les religieux en question pour expliciter son point de vue ; et dans le deuxième cas, elle a cherché les mots en langue nationale qui ne choqueraient pas...), il faut surtout que ces militantes développent des **ressources culturelles compensatrices**. Pour reprendre le premier exemple, la militante a

finalement « sauvé » son mariage, en mettant en avant auprès des religieux le fait qu'elle était « *une bonne musulmane... Je suis allée à La Mecque !* » (Entretien 1).

Une autre militante nous raconte ainsi qu'en 2005 la courtepoinTE (tenture composée de différents morceaux de tissus cousus par les points focaux nationaux de la Marche Mondiale des Femmes de chaque pays où elle est passée) devait passer au Mali en plein milieu du mois du Ramadan, alors que les religieux avaient interdit toute manifestation. Les organisatrices maliennes ont alors rencontré les représentants du Haut Conseil Islamique du Mali. Une des militantes que nous avons interrogées nous restitue la teneur du discours qu'elles ont tenues :

« *Nous sommes de la tradition malienne, nous sommes des épouses, des mères et des sœurs [...] les valeurs [de la Marche Mondiale des Femmes] sont dans le Coran même... la solidarité, c'est dans le Coran !* » (Entretien 5).

Cela illustre bien la stratégie qui consiste à mobiliser certains éléments des cadres de référence de leurs détracteurs, notamment autour de la « culture malienne » et des « bonnes mœurs » (moralité).

Il est d'ailleurs intéressant de noter que les résistances, tous comme les ressources culturelles compensatrices prennent leur racine jusque dans la **sphère privée**, comme l'illustre aussi bien la citation précédente, où « épouses, mères, sœurs » font référence à la sphère familiale.

Une militante résume cette imbrication en affirmant :

« *Je suis une femme publique, donc je ne peux pas avoir un certain comportement* ». (Entretien 1).

Les militantes que nous avons interrogées expriment ainsi les difficultés qu'elles ont eu dans leur engagement au sein même de leur famille, le plus souvent du fait de leur conjoint mais surtout de leur belle-famille. Cette militante veuve avoue ainsi :

« *C'est sûr qu'avec un mari, cela aurait posé des problèmes... Il y a des activités tous les jours et le soir* ». (Entretien 5).

Tandis que les autres soulignent que le combat a d'abord commencé « à la maison » :

« *Ma belle famille ne voyait pas d'un très bon œil mes sorties [...] Il a fallu que j'amène mon mari à avoir confiance [...] Il peut faire confiance, je ne vais pas aller avec d'autres hommes... coucher dans les hôtels ! [...] Mais, il y a beaucoup de femmes militantes divorcées* ». (Entretien 1).

Mais, de manière générale le fait justement d'être mariée et d'avoir des enfants est un gage de moralité qui va faciliter des prises de position plus revendicatrices :

« *Je suis mère de 5 enfants, ma première fille est mariée, mon premier fils est marié [...] Tous mes enfants sont normaux, ils n'ont pas de problème, ils ne se droguent pas, ils ne boivent pas. Cela n'a pas été facile en tant que mère [...] Quand je suis à la maison, c'est vrai que je mets les bouchées doubles... [...] Mais, ce qui est important c'est d'être consciente de votre rôle de mère et d'épouse !* » (Entretien 1).

Les militantes que nous avons rencontrées tiennent ainsi le plus souvent à ce statut de **mère**, elles se disent fières d'être parvenues à concilier leur engagement militant et leur rôle de mère. Sans que la maternité ne soit sacralisée, elle reste toutefois un référent –compensatoire pour les militantes engagées sur les terrains glissants de la remise en cause des rapports sociaux de sexe :

« *Dans notre tradition, la femme a une grande place parce que c'est la mère. Et chez nous, on dit que quand tu es en difficulté, c'est ta mère qui peut te sortir de là. Quand*

les gens se retrouvent dans la difficulté, on leur dit : 'Je te mets entre les mains de ta mère' » (Entretien 5).

Mais, ces stratégies de contournement (qui prennent racine jusque dans les choix privés) s'expriment également sous des formes beaucoup plus symboliques, où s'inscrit en creux un rejet des mobilisations pour la cause des femmes telles que formulées au niveau international. **Ces ressources culturelles compensatrices deviennent alors des formes de (re) légitimation culturelle dans les espaces internationalisés**, tels que (par exemple) le FSM.

d. Positionnement idéologique et pratique dans l'espace international de la cause des femmes.

Ainsi dans les entretiens, **le rejet quasi unanime du « féminisme »** ou de façon plus subtile, la remise en cause de **la participation à « Beijing »** sont autant de compromis pour faire accepter une cause qui (par définition) amène un certain changement social, en la présentant comme en accord avec les valeurs culturelles maliennes ; ce qui participe d'une stratégie de revendication d'une certaine authenticité africaine (maliennne), censée compenser l'engagement sur une cause à vocation universaliste.

Pour faciliter cette concordance, les mobilisations autour de la cause des femmes s'articulent *contre* d'autres formes de mobilisations : celles –ci sont au contraire présentées comme éloignées des réalités maliennes, construisant en creux l'épouvantail féministe occidental, qui ne correspond finalement à aucune réalité empirique. La célèbre formule de l'historienne malienne Sira Diop « Nous, nous ne brûlons pas nos soutiens-gorge ! » illustre parfaitement ces capacités à instrumentaliser les codes anti-féministes (tels que formuler par les opinions publiques africaines conservatrices) pour formuler un cadre de mobilisation acceptable...¹⁷ On retrouve ici un « nous » qui s'opposerait à un « ils » (ou plus précisément un « elles »), qu'il convient donc de démêler.

Il est en effet intéressant de noter que si ces militantes sont toutes engagées (comme nous l'avons précisé) *a minima* dans la défense des droits des femmes, et elles rejettent unanimement le vocable de « féministe » :

« Je suis presque comme féministe, les gens le savent, mais ... ça dépend des féminismes, parce que vous savez chez nous, le mot «féminisme» pose problème, ce n'est pas perçu comme les gens le perçoivent au Nord, en tous cas dans certains milieux. Les gens savent que je suis engagée pour défendre les droits des femmes. Donc si on voit féminisme dans ce sens là, alors je suis féministe. Mais les gens savent aussi au Mali que je me bats beaucoup pour les droits de l'homme, parce que dans les syndicats très souvent c'est le droit des travailleurs ». (Entretien 1).

« Parce qu'on lutte pour les droits des femmes, on vous taxe de féministe d'une certaine manière ! Moi je dis tout simplement que c'est humain qu'on considère la

¹⁷ La citation complète est : « Si être féministe, c'est lutter pour les droits des femmes, oui je suis féministe. Mais le féminisme africain n'a rien à voir avec le féminisme occidental. Nous n'essayons pas d'imiter les Européennes, ou les Américaines. Nous, nous ne brûlons pas nos soutiens-gorge. Ce n'est pas en brandissant des machettes que nous allons changer les choses. Nous ne revendiquons pas même l'égalité des droits avec les hommes. Tout ce que nous voulons, c'est plus de droits et un peu de temps libre », Sira Diop, citée dans : R. Bourgoing, « L'Afrique invente son féminisme », octobre 2004.

femme ! La culture [malienne] ne considère pas la femme comme un être humain »
(Entretien 4).

« Au Mali, le mot féministe est un peu péjoratif. Nous ne l'aimons pas, pour faire nos actions... » (Entretien 5).

Dans toutes ces citations, on note l'utilisation de termes euphémisant (« je suis presque féministe » ; « les gens savent » ; « moi je dis tout simplement que... »), et des arguments qui sont plutôt de l'ordre de la justification : elles reconnaissent que le terme est galvaudé, *mais* préfère ne pas l'utiliser.

A travers le rejet du « féminisme » en tant que cadre de mobilisation collective : ce qui s'exprime ici c'est donc surtout les **contraintes spécifiques (vécues) liées aux représentations négatives des revendications émancipatrices pour les femmes**, le plus souvent associées à des revendications non-africaines.

Plus spécifiquement, dans le contexte malien, ces représentations négatives de la « promotion de la femme »¹⁸ s'articulent en fait autour de deux critiques principales : d'une part, **la cooptation des revendications féminines par le pouvoir**, à l'image du « féminisme d'Etat » qui a été promu pendant la période de la dictature militaire du Général Moussa Traoré (1978-1991) à travers l'Union Nationale des Femmes du Mali ; mais surtout d'autre part la **cooptation avec les valeurs étrangères**, en raison de la médiatisation des grandes conférences internationales.

Finalement, ces deux critiques (qui rassemblent les anti-féministes, les conservateurs ; mais aussi certains courants contestataires qui revendiquent un mouvement de femmes *malien* autonome) s'expriment au travers de la référence à la conférence de **Beijing** (de 1995). Cette conférence reste un moment important dans le mouvement international des femmes/féministes : elle a notamment permis de consacrer les droits humains de la femme, d'institutionnaliser la référence au « genre » dans le développement (le *gender mainstreaming*) et de consacrer une Plateforme d'Action qui engage les Etats pendant 10 ans. Voici comme elle est décrite par une des militantes que nous avons rencontrées :

« Il y a eu Beijing, et les premières militantes qui se sont battues... il y a en eu quelques unes qui... euh... enfin, nos stratégies de lutte n'ont pas été acceptées parce que ce que cela allait à contre courant de nos traditions, de nos valeurs... Donc, les gens ne comprenaient pas ça... [...] Certaines ont réagi violemment... Elles disent qu'on essaie de leur imposer Beijing qui vient du Nord, et que ce sont des engagements que les chefs d'Etat ont pris, et que : 'ces hommes qui adhèrent aux conventions, c'est pas nous !' » (Entretien 5).

Ainsi, contrairement aux interprétations de certains observateurs (occidentaux), qui voient dans la remise en cause de Beijing, uniquement le produit de stratégies émanant de « conservative male-dominated religious institutions, states and movements » (West, 1999 :

¹⁸ En 1997 a été créé le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; qui succède au Commissariat à la Promotion de la Femme créé en 1993 peu après l'avènement de la démocratie au Mali.

197), on peut analyser le rejet de Beijing, voire ce qu'on peut appeler (pour celles et ceux qui y ont participé) le « **stigma de Beijing** », ¹⁹ comme une double critique (progressiste) :

1°) D'une part, il s'agit d'une critique d'une formulation de la cause des femmes qui serait monopolisée voire capturée par le pouvoir (sans participation des mouvements de femmes à la base) donc une critique – indirectement- d'un certain réformisme *a minima* ; sur le modèle de ce qui avait été fait sous la dictature et qui est reproduit (selon certaines analyses) à travers le Commissariat à la Promotion de la Femme, créé spécialement pour Beijing... Cette méfiance doit également être interprétée au regard de l'importance de Beijing dans la politique de promotion de la femme au Mali.²⁰ D'ailleurs, certaines femmes ont été rétribuées pour leur participation active à la conférence, à travers les nouveaux postes créés autour du nouveau Ministère de Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

2°) D'autre part, ce rejet de « Beijing » exprime (mais surtout intériorise) aussi une dénonciation de formulations de la cause des femmes telles que dictées par des réseaux et organisations essentiellement occidentales, autour de thèmes (par exemple l'orientation sexuelle), qui ne sont pas toujours considérées comme des priorités. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre que notre interlocutrice conclut, non sans une certaine pointe de fierté :

« *Non, moi je ne suis pas allée à Beijing !* » (Entretien 5).

Comment comprendre les arbitrages auxquels sont confrontés en permanence les militantes maliennes de la cause des femmes, nécessairement insérées dans des réseaux internationaux (pour l'accès à des formations, aux fonds...) dont l'« effet boomerang » (Keck et Sikkink, 1998)²¹ semble plutôt négatif dans notre cas de recherche.

Ces militantes maliennes doivent gérer les contradictions potentielles entre un engagement militant sur une cause controversée (la cause des femmes) dont elles parviennent à détourner les obstacles par une dénonciation de certaines formulations de ces revendications, dans un cadre (classique) de critique de la domination impérialiste ; et une internationalisation de leur militantisme (à travers notamment leur participation à ce FSM) où elles sont invitées par leurs partenaires pour représenter les femmes à la base...

¹⁹ On observe le même rejet en Ouganda par exemple, voir : R. Ssewakiryanga, « That Beijing Thing. Challenging Transnational Feminisms in Kampala Uganda », *Agenda*, vol. 54, 2002, pp 16-23.

²⁰ Par exemple, le *Plan Stratégique pour la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille* (2002-2006) fait largement référence à la plateforme d'action de Beijing. Symboliquement, le document s'ouvre par le rappel des principaux textes et instruments internationaux de référence, en mettant l'accent sur la Conférence de Beijing et Beijing +5. Dans cet avant propos, la Ministre de la Promotion de la femme, Mme Diarra Afoussetou Thiero précise ainsi « ces divers aspects du mouvement mondial et régional pour la promotion de la femme et des enfants ont sans nul doute orienté et soutenu les effets nationaux de mobilisation des femmes et marquent d'avantage aujourd'hui la volonté d'améliorer leur statut et leurs conditions de vie [...] Le Mali [...] est partie prenante de ce mouvement et a à maintes fois affirmé sa volonté de faire de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille l'une des pierres angulaires de son développement social » (p 5).

²¹ La répression de certains groupes au niveau national peut engendrer des pressions internationales *via* des réseaux transnationaux, qui vont en retour contraindre le gouvernement national vis à vis des premiers groupes. Dans cette perspective, le « recours » au transnational est donc une ressource pour les militants au niveau local qui sont dans une situation bloquée, ou disposent de peu de ressources pour faire pression sur leur gouvernement national.

2. Identité séparée, « translocational positionality », stratégies d’extraversion : comment les militantes maliennes gèrent-elles les tensions et contradictions liées à leur engagement militant autour d’une cause à vocation universelle ?

Les militantes maliennes de la cause des femmes que nous avons rencontrées semblent ainsi contraintes de négocier en quelque sorte une « **identité séparée** » (Wing, 2002), c'est-à-dire une identité militante distincte de celle issue du mouvement de femmes au niveau international.²²

Dans les entretiens, cela se manifeste assez symboliquement par : d’une part, le rejet du « féminisme » (représentée négativement comme une stratégie radicale de changement dans les rapports sociaux de sexe, à laquelle les militantes rencontrées préfèrent substituer une version malienne, de « dialogue avec les hommes ») ; et d’autre part, par une distanciation vis-à-vis de « Beijing » qui incarne l’imposition d’un paradigme (« droits des femmes »/gender mainstreaming) qui domine dès lors à la fois l’espace international et surtout national de revendication de la cause des femmes ; au détriment d’une approche qui serait plus en phase avec les réalités (économiques, culturelles, sociales...) maliennes – et autres.

Mais en même temps, la centralité de ces référents (féminisme et Beijing) dans la formulation de leur engagement en faveur de la cause des femmes, permet aussi surtout (et paradoxalement) de **mettre en évidence les connections et interactions fortes avec l’international de ces militantes maliennes.**

En effet, rappelons aussi que les femmes que nous avons rencontrées participaient au FSM à Nairobi, c'est-à-dire à un espace internationalisé susceptible de les stigmatiser au niveau national ; ce qui est en plus renforcé du fait que cette participation n’est ni due au hasard ni un événement de nature isolée dans leurs stratégies de mobilisation : elles participent régulièrement –même si elles ne le mettent pas toutes nécessairement en évidence- à des espaces internationaux militants ou institutionnels (cf *supra*).

1°) Tout d’abord, on peut supposer que la participation à un événement **contestataire** tel que le FSM serait de nature différente que la participation à un autre espace international, puisque des discours critiques vis-à-vis des paradigmes dominants de la cause des femmes peuvent y être formulés.

Ce type de discours prend d’ailleurs des formes différentes parmi les militantes africaines. Par exemple, les entretiens réalisés avec d’autres militantes africaines nous ont permis de nous en rendre compte.

Par exemple, Rabia Abdlekrim Chick, militante d’origine algérienne, très impliquée dans le FSA, dénonce violemment le discours « genre » et « gender mainstreaming », devenu progressivement le paradigme dominant de la cause des femmes au niveau international et affirme ainsi :

«L’institutionnalisation du « genre » a accompagné les politiques néolibérales, et l’offensive d’un patriarcat féroce » [...] C’est presque le refus du mouvement féministe, refus des luttes des femmes, en tant que femmes ! » (Entretien 6).

²² Ce que résume très bien Susanna Wing : « The participation of these women in a global movement, though central to their understanding of women’s rights, places them in a precarious position [...] The women eager to participate in international women’s conferences were forced to balance their international experience with local Malian issues”. (Wing, 2002, p 175) Les militantes maliennes font ainsi plutôt référence à la lutte pour la démocratie...

Fatma Aloo, journaliste tanzanienne et militante de la cause des femmes, également engagée dans le FSA, dénonce quant à elle les dérives « clubistes » des mouvements internationaux de femmes :

“ Global women’s movement as global, well... I don’t think it is there at the moment. But it used to be there, in the 1970s and the 1980s, during the UN decade. Now, there in a women’s movement through... [...] the world’s international day of women [...] we need to revive it [...] and we have small movements, like the Feminist Dialogues, but it is very enclosed, it is like clubs, it operated like a club: you have to be a specific member, you have to share specific views, in order for you to become a member...”.
(Entretien 7).

(Notons que le registre plus radical de la critique féministe postcoloniale de ces militantes correspondent également à un profil militant différent : ces deux militantes sont plus proches des « élites mondialisées » des ONG africaines ; par ailleurs elles sont toutes deux membres du FSA et ont donc développées une sorte de discours routinisé altermondialiste, dont elles reprennent ici les codes dans la dénonciation d’un discours homogénéisant de la cause des femmes.

Ces formulations différenciées de critique des discours dominants internationaux autour de la cause des femmes font donc également échos aux contradictions auxquelles sont confrontées les militantes maliennes au FSM, contraintes à un équilibre délicat entre rejet et appropriation des différents cadres de mobilisation autour de la cause des femmes disponibles au niveau international/et dans le FSM.

2°) Dans le cas des militantes observées, leur participation au FSM s’inscrit également dans une perspective en partie pragmatique mais aussi stratégique de mise en réseaux, afin de pouvoir mieux développer leurs actions en faveur de la cause des femmes de retour au Mali. Dans ce contexte, elles répondent aux attentes de leurs partenaires ou réseaux, en venant présenter au FSM les actions qu’elles mènent *sur le terrain*. C’est le cas par exemple avec cette militante malienne venue exposer les « stratégies de reconversion des exciseuses » dans un atelier intitulé *Campaigning Experiences in the Grassroots Movement to End FGM*,²³ organisé par *Equality Now*, qui lui a accordé une bourse pour ses programmes de lutte contre la pratique des MGF. Interrogée sur la finalité d’une telle manifestation, la responsable de l’ONG nous précise ainsi :

“[this activity] gives our grantees exposure to speak about their work, and is also gives them an opportunity to discuss with other people, who are doing different things... that way they would be able to learn”. (Entretien 8)

En d’autres termes, l’organisation considère le FSM comme une opportunité pour visibiliser le travail de ses « grantees », en mettant notamment l’accent sur leurs activités « à la base ». D’ailleurs, la récurrence du vocabulaire employé par les intervenant-e-s africain-e-s (« mon village », « au niveau local », « en milieu rural », « communauté », ...) et la présentation d’activités ultra localisées (une zone, un village...) correspondant bien aux attentes formulées dans l’intitulé de l’atelier. La séance sera l’occasion tout au plus d’une juxtaposition de témoignages, sans cohérence ou mise en discussion au-delà de l’étalage de la panoplie de stratégies de lutte ainsi exposées. La modératrice n’intervient pas pour proposer des passerelles entre les différentes interventions : elle cherche ainsi probablement à offrir une image « impressionniste » de la lutte *à la base*.

²³ 22 janvier 2007 (17 :30- 20 :00), Porte 19, B-Lower, Nairobi, Kenya.

Cette hypothèse d'une vitrine, voire d'une véritable mise en scène des activités à *la base*, est confirmée par la militante malienne qui participait à cet atelier et qui exprime son incompréhension face au choix du thème de son intervention :

« *Ils ont voulu que je fasse mon intervention sur la reconversion des exciseuses, alors que ça n'a pas toujours marché... mais bon, on va faire sur ça...* ». (Entretien 4).

Ce qu'elle fera avec beaucoup de talent, en articulant habilement la reconversion des exciseuses avec la stratégie plus générale de formation en santé de la reproduction des populations cibles, qu'elle privilégie.

3°) Mais, d'un autre côté, ces militantes sont également en partie contraintes de gérer le potentiel stigmaté engendré par leur participation à un événement international de la cause des femmes (ou généraliste comme avec le FSM). Ainsi, elles développent des stratégies de compensation, en contrebalançant leurs interventions d'un discours prudent face au « féminisme » ou à « Beijing » comme nous venons de le mettre en évidence à travers l'analyse des entretiens, légitimant ainsi du même coup leur ancrage (culturel) africain/malien

Au final, si cet entre-deux semble relever de « stratégies d'extraversion », c'est-à-dire de stratégies visant à mobiliser « les ressources que procure le rapport- éventuellement inégal- à l'environnement extérieur ». ²⁴ Le rejet du « féminisme » et de « Beijing » étant compensé par une appropriation sélective d'autres cadres de mobilisation de la cause des femmes de nature moins polémique au niveau national, et plus en phase avec le contexte culturel malien : complémentarité dans les relations hommes/ femmes- y compris dans les liens de mariage, valorisation du rôle de mère et d'épouse, ...

Ces militantes maliennes doivent gérer les tensions entre leur(s) identité(s) de femmes d'une part, de femmes maliennes- voire africaines ; mais insérées dans des espaces imbriqués national (malien)- international- transnational (réseaux...), porteurs de ressources et contraintes hétérogènes. Ces identités instables (situationnelles) pourraient ainsi être analysées au regard de la notion de « **translocational positionality** » (ou positionnalité trans-situationnelle) introduite par Floya Anthias :

« a translocational positionality is one structured by the interplay of different locations relating to gender, ethnicity, race and class (amongst others), and their at times contradictory effects » (Anthias, 2002: 275).

Cette sociologue s'interroge sur la question de l'altérité et de la différence dans la construction du projet féministe. En tentant de dépasser la dichotomie stérile entre féminisme et multiculturalisme, ²⁵ elle propose de se détacher d'une vision figée de l'identité.

La notion de « positionnalité » doit ici être entendue dans une double perspective : de position sociale (qui correspond en quelque sorte à un résultat) et de positionnement social (qui correspond plutôt à un processus, un ensemble d'actions, reposant et supposant une forme d'*agency*). F. Anthias propose ensuite de la mettre en corrélation avec les « locations », qu'on choisira de traduire en français par « situations », qui sont à la fois comprises comme des

²⁴ J. F. Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989, p 43.

²⁵ Elle réagit notamment aux prises de positions de Susan Moller Okin, dans : S.M. Okin (dir.), *Is Multiculturalism bad for women ?*, Princeton University Press, Princeton, 1999.

espaces et des contextes. La confrontation des positionnalités et des situations permet ainsi de prendre en compte les multiples contextes sociaux et culturels, porteurs de contradictions et de tensions quant aux positionnalités des individus. Par exemple, en tant que femme blanche de classe moyenne, je n'aurai pas la même positionnalité face à un homme blanc de classe moyenne et face à une femme noire de classe inférieure, et toutes ces positionnalités varieront à nouveau si je me situe par exemple aux Etats-Unis....

Ainsi, plutôt que de parler de « différences », qui conduisent à essentialiser les identités, elle propose de parler de « frontières » qui changent en fonction des différentes situations.

« Therefore, class, gender and ethnicity/race cannot be seen as constructing permanent fixed groups but involve shifting constellations of social actors, depending on the way the boundaries of a denoted category are constructed” (Anthias 2002: 278).

La notion de « positionnalité » permet de renouveler celle d' « identité », dans un contexte de migrations, d'hybridation et plus généralement de globalisation (qui va nous intéresser ici), où les identités sont bien plus des produits sociaux fluides que des propriétés stables.

Sans rentrer ici dans les apports de cette notion pour la théorie féministe à proprement parler (qui permet notamment de renouveler la notion d'égalité), il semble qu'elle constitue un outil heuristique dans notre recherche car elle permet de penser d'une part l' intersectionnalité des processus d'identification (classe, race, genre, ethnies...), sans pour autant les considérer dans une perspective « figée », mais au contraire en interactions (fluides) avec les espaces et contextes multiples dans lesquels ils s'expriment. Ainsi, il convient de prendre en compte le caractère dynamique du processus d'identification, c'est-à-dire le caractère potentiellement changeant des différents positionnalités en fonction des contextes et des espaces.

Ainsi, la prise en compte des identités complexes comprises comme interconnectées (genre, classe, race) et en relation fluide avec différents espaces (ici géographiques : espace national, international et transnational de la cause des femmes) et contextes (ici : réseaux contestataires, vitrine internationale...) nous semble pouvoir éclairer et rendre compte des positionnements des militantes maliennes que nous avons rencontrées.

Plus spécifiquement, leurs attitudes différenciées vis-à-vis de la cause des femmes peuvent être comprises comme reflétant une « positionnalité trans-situationnelle » : leur conception de la cause des femmes dépend certes de leur identité de femmes malienne /africaines, également de classe moyenne ; mais elle va varier en fonction des espaces et contextes où cette cause est mobilisée, sans pour autant qu'il soit possible d'essentialiser le rapport d'une catégorie à un espace ou un contexte donné. Cette notion permet ainsi surtout de ne pas enfermer les positionnements de ces militantes maliennes dans une stratégie de « Janus à deux têtes », où elles seraient « féministes » sur les scènes internationales et « maternalistes » sur les scènes nationales. Au contraire, nos recherches tendent à montrer une certaine cohérence dans les cadrages qu'elles font de la cause défendue, en fonction d'arbitrages mobilisant une positionnalité fluide : c'est pourquoi on peut parler d'une positionnalité trans-situationnelle de la cause des femmes comprise comme réponse (et reflet) des tensions engendrés par leur engagement dans une cause à vocation universelle, et l'internationalisation de leur militantisme (concomittant).

Des recherches complémentaires avec les militantes maliennes d'une part, mais insérées dans d'autres espaces et contextes (par exemple des conférences onusiennes, des colloques, des événements plus militants ; en Afrique, au Mali, ailleurs...); ainsi que des récits de positionnalités rapportées par d'autres militantes africaines (y compris anglophones par

exemple) sont nécessaires pour mieux saisir les enjeux assortis à la positionnalité trans-situationnelle des militant-e-s d'une cause à vocation universelle...

LISTE DES ENTRETIENS

Entretien 1 : entretien réalisé avec la présidente malienne d'une organisation panafricaine de défense de la cause des femmes (FEMNET), le 19 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

Entretien 2 : entretien réalisé avec la présidente et fondatrice d'une association féminine de promotion de la paix dans le Nord du Mali (AFIP), le 22 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

Entretien 3 : entretien réalisé avec la présidente d'une coalition d'associations féminines du Mali (COFEM) et membre de la CADTM, le 23 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

Entretien 4 : entretien réalisé avec la présidente d'une association de lutte contre les pratiques néfastes au Mali (AMSOPT), le 24 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

Entretien 5 : entretien réalisé avec la secrétaire administrative du principal réseau d'associations et ONG féminines du Mali (CAFO) et point focal de la Marche Mondiale des Femmes, le 24 janvier 2007.

Entretien 6 : entretien réalisé avec Rabia Abdelkrim Chikh, chargée de programme pour Enda TM, et membre du Comité d'Organisation du FSA, le 15 février, Dakar, Sénégal (entretien réalisé par Clara Bastardes).

Entretien 7 : entretien réalisé avec Fatma Aloo, présidente de l'association des journalistes femmes tanzaniennes, membre du conseil exécutif de FEMNET, et du Comité d'Organisation du FSA, le 27 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

Entretien 8 : entretien réalisé avec la chargée de programme de l'ONG britannique basée à Nairobi (bureau Afrique) *Equality Now*, le 17 janvier 2007, Nairobi, Kenya.

BIBLIOGRAPHIE :

Valerie Amos et Pratiba Parmar, "Challenging Imperial Feminism", *Feminist Review*, vol. 17, automne 1984, pp 3-19.

Floya Anthias, « Beyond Feminism and Multiculturalism : Locating Difference and the Politics of Location », *Women's Studies International Forum*, vol. 25 (3), 2002, pp 275-286.

Sally Baden et Anne Marie Goetz, "Who Needs Sex When You Can Have Gender ? Conflicting Discourses on Gender at Beijing", *Feminist Review*, vol. 56, été 1997, pp 3-25.

Jean François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989.

Elsa M. Chaney, Veve A. Clark, Françoise Lionnet, Mrinalini Sinha, « Editorial », *Signs* (Special issue : Postcolonial, Emergent and Indigeneous Feminisms), vol. 20 (4), été 1995, pp 787-796.

Janet Conway, "Transnational Feminism and the WSF. Encounters and Transformations in Anti-Globalization Spaces", *Journal of International Women's Studies*, vol.8 (3) , avril 2007, pp 1-22.

Anick Druelle, « Que célébrer 30 ans après l'Année internationale de la femme : une crise au sein des mouvements internationaux de femmes », *Recherches Féministes*, 17 (2), 2004, pp 115-169.

Shereen Essof, « African Feminisms : Histories, Applications and Prospects », *Agenda*, vol. 50, 2001, pp 124- 126.

Jules Falquet, « L'ONU, alliées des femmes ? Une analyse féministe critique du système des organisations internationales », *Multitudes* (11), hiver 2003.

Lee M. Habasonda, « The Pifalls of Gender Activism in Africa », *Agenda*, vol. 54, 2002, pp 99-105.

Diane Lamoureux, « Le féminisme et l'altermondialisation », *Recherches Féministes*, vol. 17 (2), 2004, pp 171-194.

Cherrie Moraga, *This Bridge Called my Back : Writings by Radical Women of Colour*, Moraga et G.Azaldua, 1981.

Beverly Guy-Sheftall, « African Feminism Discourse: a Review Essay », *Agenda*, vol. 58, 2003, pp 31-33.

Karen Offen, « Defining Feminism: a Comparative Historical Approach », *Signs*, vol. 14(1), automne 1988, pp 119-157.

Gwendolyn Mikell, *African Feminism. The Politics of Survival in Sub-Saharan Africa*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1997.

Amina Mama, « Women Mobilised!- Editorial », *Feminist Africa*, vol. 4, 2005.

Bréhima Touré, « La société civile malienne à la recherche d'une unité d'action », *Panos Infos*, numéro 21, juillet 2003 (numéro spécial : la société civile africaine face au FSM).

Marema Touré, « La recherche sur le genre en Afrique: quelques aspects épistémologiques », communication lors de la conférence *Africa, Gender and the New Millenium*, CODESRIA, Le Caire, 7-10 avril 2002.

Fatou Sow, « La cinquième conférence régionale africaine des femmes de Dakar », *Recherches Féministes*, vol. 8 (1), 1995, pp 175-183.

Susanna Wing, « Women Activists in Mali : the Global Discourse on Human Rights », in : N.A. Naples et M. Desai (dir.), *Women's Activism and Globalization: Linking Local Struggles to Transnational Politics*, Routledge, Londres et New York, 2002, pp 172-185.

Chris Weedon, « Key Issues in Postcolonial Feminism: A Western Perspective », *Gender Forum*, vol. 1, 2002, Cardiff University. URL : <http://www.genderforum.uni-koeln.de/genderealisations/weedon.html>

Communication pour la conférence AEGIS – Leiden, 11 -14 juillet 2007. Panel 69.
Aurélie Latourès, CEAN/ IEP Bordeaux, France.
Version provisoire, merci de ne pas citer.